PORTANT COMPOSITION DES JURYS D'EXAMEN DES MASTERS

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2019-2020

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 613-1 ;
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 modifié relatif au Diplôme National de Master ;
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;
Vu les statuts de l'Université Clermont Auvergne ;

ARRETE

Article 1 :
La composition des jurys d'examen des masters de l'Ecole de Droit comme suit :

Master Droit, Economie, Gestion
  Mention Droit public
  Tous parcours

Membres du jury :

Marie-Elisabeth BAUDOIN, Président du jury, PU
Charles-André DUBREUIL, Vice-président du jury, PU

Semestre 1, semestre 2, semestre 3 et semestre 4
Cyrille DOUNOT, PU
Sébastien HOURSON, PU
Evan RASCHEL, PU
Sébastien DEFIX, PU associé
Agnès ROCHE, MCF

Master Droit, Economie, Gestion
  Mention Droit privé
  Tous parcours

Membres du jury :

Marie-Elisabeth BAUDOIN, Président du jury, PU
Hervé CAUSSE, Vice-président du jury, PU

Semestre 1, semestre 2, semestre 3 et semestre 4
Anne-Blandine CAIRE, PU
Jean-François RIFFARD, PU
Gwennhaël FRANCOIS, MCF
Didier VALETTE, MCF
Yannick BLANDIN, MCF
Anthony MAYMONT, MCF
Membres du jury :

Marie-Elisabeth BAUDOIN, Président du jury, PU
Aurélia FAUTRE-ROBIN, Vice-président du jury, MCF

Semestre 1, semestre 2, semestre 3 et semestre 4
Philippe BLETTÉRIE, Professionnel : Notaire
Jennifer MARCHAND, MCF

Article 2 :
Le Directeur Général des services de l'Université Clermont Auvergne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16/10/2019

Le Président de l'Université Clermont Auvergne

- Transmis au contrôle de légalité le 21 OCT 2019
- Publié le 21 OCT 2019

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.